

EN ATTENDANT LE FORUM MONDIAL DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE GSEF BORDEAUX 2025

REGARD INTERNATIONAL SUR LA COMMANDE PUBLIQUE AU SERVICE DE L'ESS

AURE ADELL →



Directrice des opérations, experte-conseil - EPCAR



QUÉBEC

Dans le cadre du Forum Mondial de l'ESS – Bordeaux GSEF 2025, le Réseau 3AR participe à un groupe de travail international dédié aux synergies entre ESS et marchés publics. Une série d'entretiens menés avec des collectivités, experts et chercheurs a permis d'identifier plusieurs structures et initiatives inspirantes. Découvrez le retour de l'entretien réalisé avec Aure Adell, directrice des opérations à l'EPCAR, qui nous donne son regard sur la commande publique au service de l'ESS au Québec.

1

Contexte de l'Économie Sociale et Solidaire

Avec 11 200 entreprises collectives cumulant 47,8 milliards de dollars et employant 220 000 personnes¹, le Québec est un véritable modèle en matière d'Economie Sociale et Solidaire (ESS). Le secteur regroupe des domaines d'activités variés, de la santé publique à l'environnement, en passant par la culture, les médias ou le sport. Le Chantier Economie Sociale promeut l'économie sociale, notamment au travers de 22 pôles répartis sur tout le territoire pour valoriser, renforcer, soutenir et déployer les entreprises de l'économie sociale.

¹ Chantier de l'économie sociale. (s.d.). Découvrez l'économie sociale. Consulté le [23/09/2025], sur <https://chantier.qc.ca/decouvrez-leconomie-sociale/>

2

Présentation de la structure et de l'interviewée

Avec 20 ans d'expérience dans l'analyse, la définition et la mise en œuvre de politiques dans les domaines de la gestion et de la passation de marchés durables, Aure Adell est directrice des opérations et experte-conseil dans ce domaine à l'EPCAR (Espace de Concertation sur les Pratiques d'Approvisionnement Responsable). Ce réseau localisé au Québec interagit chaque année auprès de centaines d'organisations publiques, privées, dont les PME, en collaboration avec de nombreux partenaires de recherche et spécialistes sur les sujets d'achat et de développement durable.

3

Contexte de la commande publique responsable



En général, le niveau de maturité en matière d'approvisionnement responsable est moins avancé au Québec qu'en Europe. En Europe, les cadres légaux sont plus anciens, et il existe plus de cohérence entre les directives européennes et les législations nationales, ce qui facilite la mise en œuvre. Au Canada, la situation est beaucoup plus fragmentée. Chaque juridiction possède sa propre législation : le fédéral, les provinces, les municipalités, les sociétés de transport, etc.

Certaines grandes sociétés d'État disposent de régimes distincts, parfois assortis d'exceptions. Cela dit, on observe récemment des évolutions positives. Au niveau provincial et au niveau municipal, les cadres réglementaires encouragent l'intégration des considérations de développement durable. Cette harmonisation offre une plus grande cohérence et améliore les possibilités d'intégrer des critères durables dans les pratiques de contractualisation.

Néanmoins, le Québec reste à un stade relativement précoce, comparable à celui de l'Europe il y a quelques années. Il persiste une forte préoccupation autour de la limitation de la concurrence : certains donneurs d'ordre craignent de restreindre l'accès au marché, parfois de manière excessive. Le manque de directives claires conduit à des interprétations variées selon les personnes ou les organisations, ce qui ralentit la mise en œuvre.

4

Segments d'achats les plus avancés

Les segments d'achats les plus avancés sur le territoire du Québec sont principalement les petits contrats de services tels que les services de traiteur pour les événements, l'entretien ménager, l'entretien paysager ainsi que la gestion des matières résiduelles.

5



Leviers

Des mécanismes permettant d'appliquer une marge préférentielle aux fournisseurs locaux ou issus de l'économie sociale, pour les contrats en dessous des seuils de l'appel d'offres public. Ces mesures permettent de favoriser des achats responsables sans enfreindre le cadre légal québécois, qui, contrairement à certains pays européens, n'autorise pas la réservation de marchés par appel d'offres public pour les entreprises de l'économie sociale.



Freins

Du côté des structures de l'économie sociale :

- Un des obstacles, partagé avec l'ensemble des petites entreprises, la complexité administrative des processus d'acquisition gouvernementaux. Le cadre est structuré, formel, et exige une quantité importante de documents. Beaucoup d'entreprises préfèrent s'en tenir à leur clientèle actuelle, avec laquelle les processus sont moins complexes.
- Les préjugés à l'égard des entreprises d'économie sociale. Pour contrer cela et faciliter la création de liens de confiance, des activités de maillage, permettant de mettre en relation les acheteurs publics et les entreprises d'économie sociale se multiplient. Ces initiatives sont généralement portées par des organisations ayant adopté des engagements formels en matière d'achats responsables ou de développement durable.

Du côté des organismes publics :

- La tendance à travailler avec leurs fournisseurs habituels. Lorsqu'il s'agit d'achats de faibles montants, les acheteurs n'ont souvent ni le temps ni les ressources pour explorer de nouvelles options. Si les entreprises d'économie sociale ne figurent pas déjà dans un répertoire interne ou facilement accessible, elles sont malheureusement moins susceptibles d'être sollicitées.

6

Initiatives exemplaires



Hydro-Québec

Cette société d'État en charge de l'électricité dans la province a mis en place plusieurs actions concrètes pour verdir ses achats.

- **Services traiteurs** : Hydro-Québec a organisé des activités de maillage avec des entreprises d'économie sociale locales. Ces événements permettaient aux fournisseurs de présenter leur offre, de faire goûter leurs produits et de rencontrer le personnel en charge des achats pour des événements. L'objectif était notamment de déconstruire certains préjugés persistants sur la qualité des services offerts par ces entreprises.
- **Partenariats avec des centres de formation professionnelle** : ces structures d'insertion, notamment pour des jeunes ou des personnes en décrochage scolaire ont participé à des projets concrets, tels que :
- **Revalorisation des uniformes** : récupération des vêtements de travail usagés, suppression des éléments d'identification (logos, étiquettes), puis revente dans des boutiques.
- **Réemploi de composants électriques** : récupération de pièces issues des lignes électriques, nettoyage, tri, recyclage des éléments non réutilisables, et revente des pièces fonctionnelles à Hydro-Québec.

Montréal et Québec

Ces municipalités ont intégré l'identification des entreprises d'économie sociale dans leur fichier de fournisseurs. Cela leur permet, notamment pour les achats de faibles montants ou sur invitation, de repérer rapidement ces entreprises et de solliciter des offres directement auprès d'elles. D'autres municipalités, même si elles ne disposent pas d'un fichier interne spécifique, collaborent avec les pôles régionaux d'économie sociale et utilisent les répertoires de structures de l'ESS. Ces pratiques deviennent de plus en plus fréquentes, surtout dans les villes de taille moyenne à grande.

7

Mise en avant du travail de réseau

Au fil des années, l'ECPAR a organisé plusieurs groupes de travail en fonction des priorités exprimées par ses membres. L'un de ces chantiers, récurrent pendant plusieurs années, portait sur l'économie sociale et réunissait divers partenaires, notamment le Chantier de l'économie sociale provincial, le réseau des entreprises adaptées (CQEA), celui des entreprises d'insertion (CEIQ), celui des coopératives et mutuelles (CQCM) et des réseaux municipaux tels que le CÉSIM à Montréal. Ces regroupements participaient aux groupes de travail, aux côtés de donneurs d'ordres publics et privés. Durant cette période, plusieurs initiatives ont été menées :

- La création d'une plateforme en ligne, "Akcel Acheteurs". Cette plateforme regroupe aujourd'hui un grand nombre d'entreprises d'économie sociale, leur secteur d'activité, leur territoire desservi, et leur statut juridique. Cette initiative a grandement facilité l'identification des entreprises d'économie sociale, en particulier pour les achats sous les seuils des appels d'offres publics (achats de faibles montants).
- Dans les groupes de travail, l'ECPAR et les organisations participantes ont aussi mené des actions telles que :
 - La création d'un guide opérationnelle visant à structurer et rationaliser les démarches d'achat auprès des entreprises d'économie sociale.
 - L'identification et la compilation des bénéfices associés à l'achat auprès des entreprises d'économie sociale.

8

Ressources complémentaires

**Guide opérationnel d'achat
auprès des entreprises
d'économie sociale**
ECPAR, Mars 2025



[Consulter](#)